

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Les 12 travaux de Kevin Warsh

Par Francis Généreux, économiste expert

Le nouveau président de la Réserve fédérale (Fed), Kevin Warsh, est officiellement en poste depuis le 22 mai, mais c'est vraiment avec la réunion du comité de politique monétaire (FOMC) des 16 et 17 juin qu'il commencera vraiment à mettre la main à la pâte. C'est aussi à partir de ce moment que ses paroles autant que ses actions commenceront à être jugées par les marchés, par la classe politique et par le public en général. Il fera peu à peu sa place au sein des noms de ses illustres prédécesseurs. Sera-t-il perçu comme proche d'un Paul Volcker, considéré parmi les meilleurs présidents de la Fed, ou plutôt d'un Arthur Burns, vu comme l'un des pires ?

À l'image d'Hercule, contraint d'accomplir ses 12 travaux pour gagner sa place parmi les dieux de l'Antiquité, ou d'Astérix et Obélix, qui durent relever 12 épreuves afin de prouver à César la valeur des irréductibles Gaulois, le nouveau président de la Fed devra, lui aussi, faire face à une série de défis qui révéleront sa capacité à diriger efficacement la plus puissante banque centrale du monde.

I. Gérer les communications et les anticipations des marchés

Depuis l'ère Bernanke, la Fed a mis beaucoup d'accent sur la qualité de ses communications et, surtout, sur la transparence. Par de multiples discours et témoignages, par ses publications (comptes-rendus de réunions et *Beige Book*) et par la publication trimestrielle des prévisions de ses dirigeants, la Fed tente d'ancrer les anticipations des marchés et d'éviter les surprises qui pourraient engendrer de la volatilité. Ces éléments ont toutefois fait que les marchés sont ultra-sensibles à chaque signal de la Fed et en deviennent même dépendants. Les prévisions des

dirigeants sur l'évolution des taux directeurs (le fameux *dot plot*) sont particulièrement surinterprétées. Elles peuvent servir à signaler une orientation prospective (*forward guidance*) de la politique monétaire à venir, mais ces prévisions peuvent devenir une contrainte et engendrent une baisse de crédibilité si la Fed s'en détache trop souvent ou promptement. C'est d'ailleurs l'une des critiques passées de Kevin Warsh sur la conduite de la politique monétaire. Il faudra que ce dernier trouve une position mitoyenne entre l'appétit des marchés pour une direction claire de la politique monétaire et une marge de manœuvre accrue pour les dirigeants de la Fed.

II. Garantir l'indépendance de la Fed et rétablir la confiance

Les attaques répétées de Donald Trump envers la Fed, et plus particulièrement envers le prédécesseur de Warsh, Jerome Powell, ont affaibli la position de l'institution et imposent une contrainte supplémentaire à son nouveau président. Quoi faire si le président des États-Unis recommence à s'acharner sur la banque centrale? Lors de son témoignage devant le Sénat en vue de sa confirmation, Warsh a souligné que les responsables politiques étaient en droit d'exprimer leurs opinions et que Donald Trump n'était pas le premier à le faire. Il revient néanmoins à la Fed d'aller de l'avant avec ce qu'elle juge être le meilleur cours d'action en vue de remplir son mandat. Cela dit, plusieurs présidents de Fed ont échoué face à des interventions pourtant plus subtiles. L'influence exercée par le président Nixon sur Arthur Burns au début des années 1970 a été l'un des facteurs ayant mené à la forte inflation qui a caractérisé cette décennie. Kevin Warsh devra aussi composer avec les pressions judiciaires exercées par l'administration, notamment concernant

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	5	Indicateurs économiques.....	7
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

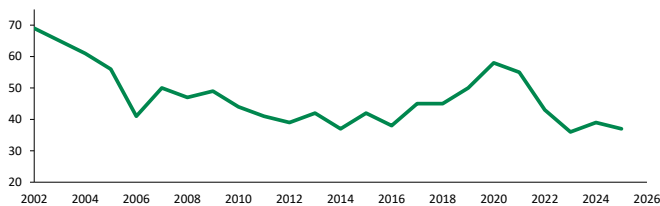
la gouverneure Lisa D. Cook et l'enquête, maintenant interne, portant sur les dépassements de coûts de rénovation du siège de la Fed. Finalement, la confiance du public envers la Fed et son président a été érodée à la fois par les critiques répétées de Trump et, surtout, par une gestion jugée déficiente de la politique monétaire à la sortie de la pandémie (graphique 1). Le rétablissement de la crédibilité de l'institution devrait constituer un enjeu majeur pour Kevin Warsh.

Graphique 1

La poussée inflationniste de 2022 a fait mal à la confiance envers la Réserve fédérale et son président

Confiance envers le président de la Réserve fédérale pour faire ou recommander la bonne chose pour l'économie

% de répondants ayant une grande confiance ou assez de confiance



Gallup et Desjardins, Études économiques

III. Naviguer entre les attentes de Trump et celles du marché

La question de l'indépendance de la Fed risque de teinter la conduite prochaine de la politique monétaire. Il est clair que Donald Trump veut toujours des taux directeurs plus bas, ce qui reflète à la fois son rôle actuel de politicien et ses habitudes passées de développeur immobilier. Pour l'occupant actuel du Bureau ovale, même une économie « hot » doit avoir droit à des taux plus bas, ce qui va à l'encontre de la pensée économique usuelle. De l'autre côté, le marché, en regardant les perspectives concernant l'inflation et l'économie, peut anticiper des taux directeurs plus élevés en incorporant ces anticipations dans les rendements des obligations. Il faudra que la Fed reste cohérente avec ses propres perspectives et analyses, tout en se souciant davantage du bon fonctionnement des marchés que des volontés du président des États-Unis. Il faut aussi rappeler que Warsh devra composer à partir de janvier 2029 avec un nouveau locataire à la Maison-Blanche, qui décidera du renouvellement de son mandat.

IV. Gérer la situation actuelle, y compris les effets de la hausse des prix de l'énergie

À très court terme, Warsh et les autres dirigeants de la Fed devront décider de la meilleure politique monétaire pour le contexte actuel. Et cette conjoncture n'est pas simple... D'un côté, sous l'impulsion des prix de l'énergie, l'inflation a récemment dépassé les 4 % aux États-Unis. Il y a quelques mois, on pouvait s'inquiéter de la faiblesse du marché du travail, mais

c'est présentement moins le cas, après trois mois d'embauches relativement élevées. Une conjoncture résiliente jumelée à de nouvelles hausses du coût de la vie pourrait à nouveau amener un désancrage des anticipations inflationnistes. Cela dit, il y a des éléments plus fragiles au sein de l'économie américaine qui sont pour le moment masqués par la croissance générée par le secteur des technologies ainsi que le développement et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA).

V. Ramener les anticipations d'inflation de long terme au niveau pré-pandémique

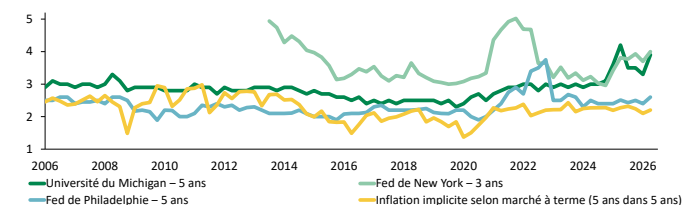
Les anticipations inflationnistes de long terme ont été malmenées au début de la période post-pandémique. Alors que, pendant deux décennies, ces anticipations s'avéraient plutôt stables (et qu'il y a même des craintes de sous-performance au cours des années 2010), la donne a changé en quelques années. La baisse de l'inflation depuis le sommet de 2022 a aidé à restreindre les anticipations, mais celles-ci demeurent plus élevées qu'elles ne l'étaient avant la COVID-19 (graphique 2). Cela entache la crédibilité de la Fed. Rabaisser les anticipations est toutefois un exercice risqué. Sous Kevin Warsh, la Fed voudra éviter à la fois des taux directeurs trop élevés pour la conjoncture et une politique trop accommodante qui consolidera des anticipations inflationnistes trop hautes.

Graphique 2

Les anticipations inflationnistes de moyen et long terme restent généralement plus élevées qu'avant la pandémie

Anticipation de croissance des prix à la consommation selon différentes enquêtes

En %



Université du Michigan, Réserve fédérale de New York, Réserve fédérale de Philadelphie, Bloomberg et Desjardins, Études économiques

VI. Affronter une éventuelle récession

Tôt ou tard, les États-Unis devront composer avec une nouvelle récession. Depuis la création de la Fed en 1913, seuls deux de ses présidents n'ont pas connu de récession pendant leur mandat, soit William Miller, qui n'a été en poste que 17 mois, et Janet Yellen, en place entre 2014 et 2018. C'est souvent la réponse de la Fed aux revers de la conjoncture qui permet de juger de la qualité de son président. À ce moment, il faudra que le FOMC réagisse adéquatement à la situation en voyant les premiers signes et en agissant conformément à son double mandat de stabilité des prix et de soutien au plein emploi. Selon l'envergure de la contraction, jusqu'où devra-t-elle alléger sa

politique monétaire? Faudra-t-il recourir à des mesures non conventionnelles? À quel point la Fed et le gouvernement devraient-ils se coordonner pour éviter une situation trop grave? Malgré la résilience que les États-Unis ont démontrée depuis la pandémie, ces questions referont un jour surface.

VII. Surveiller la possible bulle spéculative liée à l'IA

Les récessions de 2001 et de 2008-2009 ont été provoquées, en partie, par l'éclatement de bulles financières. Y aura-t-il un risque semblable prochainement? L'essor de l'IA soulève cette question et il faudra que Kevin Warsh et les autres dirigeants de la Fed y prêtent attention. Pour le moment, on en voit beaucoup les points positifs avec les gains qu'elle entraîne pour la croissance de l'investissement, la valeur des actifs et les espoirs d'une meilleure productivité (un facteur déjà cité par Warsh) et de meilleurs revenus. Toutefois, ces éléments ne sont pas sans rappeler ce qui se disait sur les promesses de la nouvelle économie issue de l'expansion d'internet dans les années 1990 ou sur les innovations financières qui ont permis un meilleur accès à la propriété dans les années 2000. En ce sens, si les perspectives de bulles et de survalorisation des actifs commencent à devenir trop grandes et trop risquées, il faudra que la Fed agisse en prévention (éloigner le bol à punch, selon l'allégorie souvent utilisée).

VIII. Réduire le bilan de la Fed

Les actifs détenus par la Fed sont très élevés depuis les mesures d'assouplissement quantitatif mises en place pendant la pandémie. Un ménage a été partiellement fait, mais l'ampleur du bilan demeure historiquement haute. Kevin Warsh a d'ailleurs souvent critiqué les politiques d'expansion du bilan qui ont amené la Fed à prendre une trop grande place dans le marché. Il pourrait vouloir mettre de l'avant une nouvelle politique de réduction du bilan indépendamment de la politique monétaire. Il faudra toutefois tenir compte de la capacité du marché à bien répondre à de telles mesures. Mal effectué, cela pouvait augmenter le risque de tensions financières en retirant trop de liquidités du système.

IX. Assurer la stabilité financière en cas de crise de la dette

En plus de décider de la politique monétaire, la Fed se doit de « favoriser la stabilité du système financier ». Ce système dépend évidemment de la bonne marche du crédit au sein de l'économie. Ce sont d'ailleurs les craintes sur le fonctionnement du secteur bancaire et sur la disponibilité du crédit qui ont exacerbé la récession de 2008-2009. La Fed et le gouvernement ont ainsi dû s'impliquer directement dans le marché pour le soutenir. Il faut donc que la Fed soit à l'affût de tout risque qui pourrait miner la qualité du crédit aux États-Unis. Cela commence par la dette du gouvernement fédéral. Bien qu'elle prenne toujours de l'ampleur, celle-ci est toujours relativement bien perçue par les investisseurs. Mais cette confiance pourrait tôt ou tard être minée et la Fed pourrait devoir réagir afin de stabiliser les marchés. Une

crise de la dette publique américaine pourrait être provoquée par des décisions politiques (dépenses en hausse, nouvelles baisses d'impôts), par une sclérose partisane (le plafond de la dette devrait revenir hanter la conjoncture au printemps de 2027), par de nouvelles décotes, etc. Comment devront réagir Kevin Warsh et ses collègues dans ces circonstances? Par ailleurs, les questions actuelles entourant la dette privée peuvent aussi représenter un nouveau défi pour la Fed. La problématique reste pour le moment contenue, mais les risques de contagion de ce marché plutôt opaque augmentent. Comme ce type de crédit est moins du ressort de la Fed, le champ d'action de celle-ci est limité. Toutefois, les conséquences sur la stabilité financière pourraient éventuellement être plus importantes.

X. Recentrer le mandat

Kevin Warsh a, dans le passé, vivement critiqué le fait que la Fed outre passe son mandat officiel. En s'attaquant à des problématiques moins directement liées à l'inflation ou à l'emploi, celle-ci a, selon lui, fait le jeu des politiciens et a ainsi perdu une partie de sa crédibilité. Sous Warsh, les enjeux de changements climatiques, d'inégalités de revenus et d'avancement social ne devraient plus être autant portés par la Fed.

XI. Réformer profondément la Fed

Plusieurs des réformes administratives et politiques du gouvernement fédéral depuis que l'administration Trump est en place semblent influencées par le fameux *Project 2025*, qui a tant fait jaser pendant la campagne électorale de 2024. Ce document établissait un programme visant à redéfinir le rôle de l'état, y compris celui de la Fed. Pour celle-ci, on y préconisait une banque centrale moins interventionniste et plus centrée sur la lutte contre l'inflation (quitte à éliminer le volet du mandat portant sur le plein emploi). On y mentionne les vertus des règles de politique monétaire, voire de l'étalon-or, qui enlèveraient un pouvoir de discrétion aux dirigeants de l'institution. Il reste à déterminer si Kevin Warsh voudra, et pourra, aller de l'avant avec une réforme en profondeur de la Fed. Il a néanmoins récemment embauché comme conseiller l'auteur du chapitre du *Project 2025* portant sur la Fed.

XII. Accompagner l'essor des monnaies électroniques

Les monnaies électroniques posent plusieurs défis pour les banques centrales et pour la Fed en particulier. Celle-ci, avec le département du Trésor, est la garante du dollar américain, soit la principale valeur d'échange sur la planète. Toutefois, l'essor des monnaies électroniques vient concurrencer petit à petit cette hégémonie et amène des systèmes parallèles au dollar américain. Cela risque de réduire l'efficacité de la transmission de la politique monétaire et limite donc les outils que détient la Fed pour aider à la stabilisation de l'économie et du système financier. Cela vient aussi chambarder l'offre de monnaie

dans l'économie, puisque du financement alternatif, sans réglementation ou contrôle de la Fed, est davantage possible. Les cryptomonnaies, souvent volatiles, sont aussi des actifs très spéculatifs qui risquent également de déstabiliser les marchés financiers. La Fed doit donc se demander jusqu'où elle peut tolérer l'essor de ces actifs ou même à quel point elle devrait y participer. Il faut retenir qu'un décret présidentiel empêche la Fed de mettre de l'avant une monnaie numérique officielle aux États-Unis.

Kevin Warsh n'aura certainement pas à affronter toutes ces épreuves. Mais sa manière de piloter la Fed lorsque celles-ci surviendront nous dira à quel point le président Trump aura fait un bon choix en le nommant à la tête de la banque centrale américaine.

À surveiller

LUNDI 15 juin - 9:15

Mai	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,5 %
Avril	0,7 %

MARDI 16 juin - 8:30

Mai	taux ann.
Consensus	1 430 000
Desjardins	1 400 000
Avril	1 465 000

MERCREDI 17 juin - 8:30

Mai	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	-0,1 %
Avril	0,5 %

MERCREDI 17 juin - 14:00

Juin	
Consensus	3,75 %
Desjardins	3,75 %
29 avril	3,75 %

ÉTATS-UNIS

Production industrielle (mai) – Après une baisse de 0,3 % en mars, la production industrielle a gagné 0,7 % en avril, soit la plus forte croissance mensuelle depuis février 2025. Une bonne partie de cette hausse est venue du secteur automobile. Toutefois, cette même industrie devrait plutôt contribuer à la baisse au cours du mois de mai. C’est ce que suggère le recul des heures travaillées au sein du secteur automobile. On s’attend cependant à une croissance semblable au 0,3 % d’avril pour le reste du secteur manufacturier, en lien avec les bonnes performances récentes de l’indice ISM. On prévoit également des hausses de la production chez les fournisseurs d’énergie ainsi que dans le secteur minier. Somme toute, une croissance de 0,5 % de la production industrielle est prévue, accompagnée d’un gain de 0,2 % pour la fabrication.

Mises en chantier (mai) – L’évolution du nombre de nouvelles constructions résidentielles demeure très volatile aux États-Unis. Après une baisse de 2,8 % en février et un gain de 12,0 % en mars, les mises en chantier ont chuté de 2,8 % en avril. Leur niveau demeure cependant relativement élevé par rapport à la tendance. On s’attend d’ailleurs à une autre baisse des mises en chantier pour le mois de mai. Malgré le recul d’avril, celles-ci sont demeurées plus élevées que le nombre de permis octroyés, ce qui suggère généralement un ressac des nouvelles constructions. On a aussi vu une deuxième baisse consécutive du nombre d’employés dans la construction résidentielle en mai. Finalement, la diminution de 6,2 % des ventes de maisons individuelles neuves en avril est également un pas dans la mauvaise direction. On anticipe un recul des mises en chantier à 1 400 000 unités.

Ventes au détail (mai) – Les ventes au détail ont augmenté de 0,5 % en avril. Ce gain était encore une fois alimenté par la hausse de la valeur des ventes auprès des stations-service, elles-mêmes gonflées par l’augmentation des prix de l’essence. Ce même facteur devrait encore appuyer les ventes au détail en mai. On s’attend aussi à une modeste croissance des ventes d’automobiles ainsi que du côté de la restauration. Pour le reste, cela risque d’être plus difficile selon les indicateurs préliminaires. La faiblesse de la confiance des consommateurs en mai et la durée du conflit avec l’Iran suggèrent une certaine fragilité. On s’attend donc à une baisse de 0,1 % des ventes totales et à un recul de 0,3 % des ventes excluant les automobiles et l’essence.

Réunion de la Réserve fédérale (juin) – C’est une nouvelle ère qui s’ouvre pour la Réserve fédérale (Fed). Il sera intéressant de voir si cette première réunion du comité de politique monétaire depuis que Kevin Warsh est à la tête de l’institution changera beaucoup la donne. En premier lieu, on ne s’attend pas à un changement des taux directeurs. Toutefois, il y a beaucoup d’autres interrogations. On ne sait pas encore si le président Warsh voudra mettre en évidence la position accommandante qui l’a sans doute aidé à obtenir sa nomination par le président Trump. Il pourrait aussi se rapprocher de la médiane de ses collègues et ainsi démontrer plus d’indépendance face à la Maison-Blanche. Il sera aussi intéressant de voir comment les prévisions de la Fed ont évolué depuis mars, notamment en ce qui a trait à la trajectoire des taux directeurs. Il y a trois mois, un signal de baisse était encore présent, mais on peut s’attendre à ce qu’il soit maintenant abandonné, conformément aux ajustements effectués au communiqué d’avril. Plus largement, on peut même se demander si la manière de communiquer de la Fed changera dès maintenant. Doit-on s’attendre à des modifications majeures dans le document qui accompagnera la décision et verra-t-on toutes les mêmes informations dans les prévisions publiées trimestriellement? La conclusion de la réunion de mardi et mercredi, avec notamment la première conférence de presse de Warsh comme président de la Fed, permettra de répondre à ces questions.

LUNDI 5 juin - 8:15

Mai	taux ann.
Consensus	255 200
Desjardins	250 000
Avril	279 300

LUNDI 15 juin - 8:30

Avril	m/m
Consensus	4,5 %
Desjardins	4,6 %
Mars	3,0 %

MARDI 16 juin - 5:00

Mai	m/m
Consensus	nd
Desjardins	1,0 %
Avril	0,7 %

 VENDREDI 19 juin - 8:30

Avril	m/m
Consensus	0,6 %
Desjardins	0,6 %
Mars	0,9 %

LUNDI 15 juin - 22:00
Mai
JEUDI 18 juin - 7:00

Juin	
Consensus	3,75 %
Desjardins	3,75 %
30 avril	3,75 %

CANADA

Mises en chantier (mai) – Nous estimons que les mises en chantier se sont établies à environ 250 000 unités (désaisonnalisé et à rythme annualisé) en mai, ce qui correspond globalement aux tendances récentes de la construction de logements. La répartition des activités a probablement continué de changer, la construction de logements locatifs, soutenue par les programmes gouvernementaux, représentant une part croissante des mises en chantier. Par contre, la construction de logements en copropriété semble être demeurée au ralenti, ce qui reflète la faiblesse persistante de la demande des investisseurs et des conditions de prévente moins favorables.

Ventes des manufacturiers (avril) – Nous nous attendons à une progression mensuelle de 4,6 % des ventes des manufacturiers en avril, ce qui est conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. Les ventes de produits du pétrole et du charbon ont probablement le plus contribué à la croissance des ventes. En termes réels, les ventes des manufacturiers semblent avoir augmenté de 2,9 %, les prix des produits industriels désaisonnalisés ayant progressé de 1,7 %.

Ventes de maisons existantes (mai) – Les ventes de propriétés existantes (désaisonnalisées) à l'échelle nationale ont probablement augmenté d'environ 1 % en mai, bien que les données annuelles préliminaires des associations immobilières régionales continuent de pointer vers une baisse dans la plupart des principaux marchés par rapport à mai 2025. À Toronto, l'élan semble toutefois s'accroître. Le Toronto Regional Real Estate Board a rapporté que les ventes désaisonnalisées avaient augmenté de 10 % par rapport à avril, ce qui représente un troisième gain mensuel consécutif.

Ventes au détail (avril) – Les ventes au détail devraient avoir augmenté de 0,6 % en avril, ce qui correspond à l'estimation préliminaire de Statistique Canada. On s'attend à ce que les ventes auprès des stations-service affichent un gain nominal, soutenu par la hausse des prix de l'essence et une légère augmentation des volumes. En revanche, les ventes chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles ont probablement reculé, en raison de la faiblesse des volumes. En excluant les automobiles et l'essence, les ventes au détail de base devraient être pratiquement stables, ce qui indique une consommation des ménages modérée. La confiance des consommateurs qui demeure tiède, le ralentissement du marché du travail qui se poursuit et les pressions persistantes sur les coûts, notamment pour l'énergie et les aliments, continuent de freiner les dépenses discrétionnaires. Selon les estimations préliminaires pour mai, une baisse des ventes au détail est anticipée, et l'on devrait observer un recul additionnel des achats de véhicules automobiles. Les ventes auprès des stations-service pourraient également se stabiliser, après deux mois consécutifs de gains liés aux prix.


OUTRE-MER


Chine : Production industrielle et ventes au détail (mai) – L'économie chinoise s'en sort plutôt bien jusqu'à maintenant en 2026. Son PIB réel a même enregistré en début d'année la meilleure croissance trimestrielle depuis la fin de 2024. Cela dit, la situation a été plus ambiguë au début du printemps, notamment pour la demande intérieure. Les ventes au détail ont subi en avril leur plus faible variation annuelle depuis 2022. La croissance de la production industrielle s'est aussi modérée, mais de façon moins radicale. Les données de mai de ces deux indicateurs nous permettront d'en savoir plus sur l'évolution de l'économie chinoise en ce deuxième trimestre. On sait déjà que les exportations et les importations se sont toutes deux accélérées en mai. C'est surtout un élément positif pour la production industrielle, dont la vigueur relative dépend encore beaucoup de la demande extérieure.

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d'Angleterre (juin) – La Banque d'Angleterre (BoE) devrait maintenir ses taux à 3,75 % la semaine prochaine. Les décideurs politiques continuent de faire écho au message communiqué en avril selon lequel un resserrement des conditions financières pourrait suffire à maîtriser l'inflation. Nous prévoyons que la BoE maintiendra le statu quo pour le reste de l'année, même si la Banque centrale européenne (BCE) vient tout juste d'augmenter ses taux d'intérêt.

Indicateurs économiques

Semaine du 15 au 19 juin 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 15	8:30	Indice Empire manufacturier	Juin	12,5	5,0	19,6
	9:15	Production industrielle (m/m)	Mai	0,2 %	0,5 %	0,7 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Mai	76,2 %	76,4 %	76,1 %
	10:00	Indice NAHB des constructeurs de maisons	Juin	36	nd	37
MARDI 16	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Mai	1 430 000	1 400 000	1 465 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Mai	1 428 000	1 400 000	1 423 000
	8:30	Prix des exportations (m/m)	Mai	nd	0,3 %	3,3 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Mai	nd	0,3 %	1,9 %
MERCREDI 17	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Mai	0,4 %	-0,1 %	0,5 %
		Excluant automobiles (m/m)	Mai	0,4 %	-0,1 %	0,7 %
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Avril	0,5 %	0,5 %	0,9 %
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Juin	3,75 %	3,75 %	3,75 %
14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, K. Warsh					
JEUDI 18	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	8-12 juin	nd	222 000	229 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Juin	12,0	5,0	-0,4
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Mai	nd	0,0 %	0,1 %
	16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Avril	nd	nd	81,3
VENDREDI 19	---	Marchés fermés (jour de l'Émancipation)				
CANADA						
LUNDI 15	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Mai	255 200	250 000	279 300
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Avril	0,2 %	0,1 %	1,9 %
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Avril	4,5 %	4,6 %	3,0 %
MARDI 16	5:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Mai	nd	1,0 %	0,7 %
	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Avril	nd	nd	4,62
MERCREDI 17	---	---				
JEUDI 18	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Mai	nd	0,5 %	2,0 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Mai	nd	1,1 %	2,6 %
VENDREDI 19	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Avril	0,6 %	0,6 %	0,9 %
		Excluant automobiles (m/m)	Avril	0,7 %	1,1 %	1,4 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 15 au 19 juin 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 15								
Japon	---	Réunion de la Banque du Japon	Juin	1,00 %		0,75 %		
Japon	0:30	Indice de l'activité tertiaire	Avril	0,6 %		-0,2 %		
Italie	4:00	Balance commerciale (M€)	Avril	nd		4 709		
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Avril	nd		3,5		
Zone euro	5:00	Production industrielle	Avril	0,2 %	0,4 %	0,2 %	-2,1 %	
Chine	22:00	Production industrielle	Mai		4,3 %		4,1 %	
Chine	22:00	Ventes au détail	Mai		-0,2 %		0,2 %	
MARDI 16								
Australie	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Juin	4,35 %		4,35 %		
Italie	4:00	Indice des prix à la consommation – final	Mai	nd	3,2 %	0,4 %	3,2 %	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Juin	-78,0		-77,8		
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Juin	-5,8		-10,2		
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Juin	-207,0		236,4		
MERCREDI 17								
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Mai	0,4 %	3,0 %	0,7 %	2,8 %	
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la production	Mai	0,5 %	4,0 %	1,4 %	4,0 %	
Suède	3:30	Réunion de la Banque de Suède	Juin	1,75 %		1,75 %		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Mai	0,1 %	3,2 %	0,1 %	3,2 %	
Brésil	17:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Juin	14,25 %		14,50 %		
JEUDI 18								
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Avril	5,0 %		5,0 %		
Suisse	3:30	Réunion de la Banque nationale suisse	Juin	0,00 %		0,00 %		
Norvège	4:00	Réunion de la Banque de Norvège	Juin	4,25 %		4,25 %		
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Avril	nd		14,9		
Italie	4:00	Compte courant (M€)	Avril	nd		1 748		
Zone euro	5:00	Construction	Avril	nd		0,8 %	-1,2 %	
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Juin	3,75 %		3,75 %		
Royaume-Uni	19:01	Confiance des consommateurs	Juin	-23,0		-23,0		
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Mai		1,5 %		1,4 %	
VENDREDI 19								
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Mai	0,5 %	1,9 %	-1,3 %	0,0 %	
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Mai	0,7 %	2,5 %	1,2 %	1,7 %	
France	2:45	Salaires – final	T1	nd		0,7 %		
Russie	6:30	Réunion de la Banque de Russie	Juin	14,00 %		14,50 %		

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).